

Le temps des ruptures

Notre pays a souvent donné l'air d'hésiter à franchir les portes de l'avenir, pourtant quelques fois ouvertes. Bien que sur une pente quadragénaire constituant, en principe, un âge prédisposant à la sagesse et ouvrant sur une faculté aisée d'apprivoiser et de domestiquer son destin, la Mauritanie continue encore étrangement à se chercher. De nombreuses chicanes, et embûches n'ont pas cessé de s'accumuler sur le chemin de construction de l'Etat et de la démocratie, retardant d'autant l'édification de notre collectivité sur des bases meilleures. Des fractures et des lézardes sérieuses se sont relayées, émaillant notre Histoire de douleurs et de déchirures.

Au-delà des menus succès et des percées chétives, chaque décennie, chaque pouvoir, ont apporté leur lot de régression, d'efforts vains et, souvent, contre-productifs. Nous avons connu l'alternance de pouvoirs civils et militaires, de promesses et de rendez-vous manqués. Nous avons aussi investi des tonnes d'espoirs et connu des revers et des déceptions cuisants. Le bilan de toutes ces étapes éclaire un constat évident: nous avons échoué dans l'essentiel, c'est-à-dire mettre sur pied un Etat valide, cultiver une gouvernance rationnelle et animer une saine démocratie. On peut se demander ce qui reste, quand on a raté ces objectifs-là.

Il reste pourtant l'essentiel, c'est-à-dire qu'envers et contre toutes les vicissitudes, nous avons su sauvegarder un semblant d'Etat, un territoire non contesté, un peuple se reconnaissant comme tel, la volonté de continuer à se construire dans l'unité, en somme donc notre Pacte Social. Bien sûr, en être encore au point de départ, ou presque, c'est-à-dire au stéthoscope auscultant l'Etat de santé de notre contrat primitif, n'a rien de réjouissant. Cela veut dire que nous n'avons pas vraiment franchi d'étapes significatives. Mais ça pouvait être pire et c'est notre seule consolation.

Aujourd'hui un deal s'offre à nous par le biais du changement survenu le 3 août dernier. Celui-ci nous situe dans un contexte politique inédit et une perspective originale: ceux qui exercent le pouvoir se déclarent, par principe, décidés à le transmettre à ceux que le suffrage aura indiqué comme successeurs. Bien entendu, le chemin de formulation des règles pour parvenir à cet objectif n'est pas aisé. En raison de quoi, d'ailleurs, le sport intellectuel le plus prisé actuellement consiste à mesurer de long en large les risques et les promesses de la transition en cours.

Mais notre axiome de base repose sur une logique simple: sur la foi des engagements du Conseil militaire, il ne reste à notre scène politique qu'à se reconstruire autrement et aux acteurs qu'à entrer dans une compétition loyale, vis-à-vis de laquelle les moyens humains et matériels de l'Etat sont promis à une réelle neutralité. Cependant, un tel scénario portant redémarrage de notre démocratie et révisant des fondements de notre Etat, ne pourrait s'accomplir, selon notre attente collective, que si nous savons d'où nous venons et si nous savons où nous voulons aller. Un proverbe chinois le dit d'ailleurs très bien, "le chemin devant soi est engendré par le chemin derrière soi".

Pour éviter que notre passé ne continue de nous hanter, exerçons lucidement à son égard notre droit d'inventaire. Pour éviter que notre avenir ne continue de nous angoisser, traçons-le de façon intelligente et engageons-nous

dans une perspective de reconstruction sous le sceau d'une volonté opiniâtre. Mais nous devons comprendre, pour nous y préparer, que c'est un chemin de reconstruction difficile, à travers lequel se décline un catalogue de labeur effrayant: ruptures, cures, réformes drastiques, le tout sur fond d'un sacrifice sublimant nos tentations et nos appétits. Au fond, personne n'est jamais allé chez le docteur l'enthousiasme au cœur.

Le poids d'une construction ambivalente

L'Etat et la démocratie sont les deux fondements essentiels sur lesquels repose notre collectivité. Depuis notre indépendance, ils n'ont pas cessé de subir le poids d'une construction ambivalente.

Notre Etat s'est édifié initialement sur des bases faibles mais, sur des principes forts. Les meilleurs souvenirs de sa rationalité, tel que l'imaginaire populaire les reproduit encore, se situent dans les premières années du régime civil de feu Mokhtar Ould Daddah. La guerre du Sahara et les attermoissements de la période d'exception devaient démanteler ces maigres fondements acquis et finir par avoir raison d'une éthique et d'un sens de la responsabilité porteurs d'une dynamique positive pour l'Etat.

Paradoxalement, c'est dans le sillage de l'arrivée au pouvoir du corps de notre société le plus structuré, l'armée, que l'Etat subira les assauts victorieux de tous ses contraires et de toute la gamme d'incompatibilités avec sa promotion. Car c'est dans ce contexte, gravement amplifié par le pouvoir qui vient d'être déchu, que seront ostensiblement sollicités et exploités toutes les forces et tous les réseaux tribaux, ethniques et régionaux. Forces et réseaux qui ne manqueront pas de se servir en servant et d'ouvrir la voie à la funeste et célèbre entreprise de pillage de l'Etat.

La démocratie est venue se greffer sur ce corps à corps entre l'ancien et le nouveau, le traditionnel et le moderne, générant le mouvement pendulaire oscillant entre recul et progrès. Phagoctée presque entièrement par cette atmosphère politique délétère, notre démocratie secrètera et étalera, à son tour, ses dysfonctionnements et ses contradictions. Etouffant le libre arbitre sous l'influence des moyens d'une élite appuyée sur les ressources de l'Etat, le théâtre d'ombres que cette démocratie fut servira de caution à l'arbitraire et reléguera l'espoir de toute rémission de ce pays.

C'est dans ce contexte que toutes les déviances et dérives ont été enregistrées. Un pouvoir politique reposant sur la personnalisation et l'absolutisme, soufflant le chaud et le froid, sur fond d'une tension sécuritaire savamment entretenue. Un Etat et son administration gangrenés par la corruption, le népotisme et le détournement des biens publics. Une démocratie bancal dans laquelle le pluralisme, les idées et les élections se sont avérés purement rhétoriques et artificiels.

Le crime parfait commis contre ce pays restera, sans doute, la cécité délibérée d'un pouvoir soucieux d'enrégimenter l'élite et de consolider la base de son soutien, au détriment du renforcement de l'Etat et de la démocratie. L'absence de toute volonté de faire appliquer le droit et les procédures, de faire fonctionner les mécanismes d'une neutralité de l'Etat dans le champ politique, de tout

contrôle sérieux de l'exécution des budgets et de tout jugement des comptes de l'Etat vont probablement figurer en lettres d'or dans les annales de nos pathologies. Ceux qui gouvernent cette transition semblent d'ailleurs s'être fait une idée de l'ampleur de ce phénomène.

Bien sûr, personne de sensé ne peut méconnaître les réalisations positives accumulées, avec une intensité variable, sous tous les pouvoirs. C'est toute l'ambivalence de l'effort de construction entrepris dans notre pays, à travers lequel de bonnes choses sont diluées dans les mauvaises ou oblitérées par elles. Et c'est probablement à la somme des choses faites dans le bon sens que nous devons d'être encore debout. Mais comme dans toute entreprise d'introspection, on parle davantage des "trains qui n'arrivent pas à l'heure".

Des ruptures, maintenant

Notre société continue, malgré ses frustrations et ses attentes déçues, de vivre à l'ombre d'une douceur sociale héritée de son passé. Sous couvert d'une solidarité et d'un communautarisme magnifiés, nous nous sommes voilé la face devant une vérité pourtant simple: les niveaux d'allégeances intermédiaires ont vidé de toute substance l'allégeance à l'Etat. Ce dernier se trouve confronté à des entités concurrentes, prospérant souvent de son dépeçage et festoyant de ses dépoilles.

La démocratie que l'on tente d'installer continue d'être un faire valoir et une étape investie comme par défaut. Un espace où se télescopent encore les rivalités ancestrales, où s'affirme la somme des intérêts singuliers et où les urnes ne servent qu'à entériner une configuration politique archaïque, vide de tout projet de société et de toute plate-forme d'idées.

C'est maintenant que nous devons opérer nos ruptures et affronter avec courage les deux seuls grands chantiers dont le parachèvement est pour notre pays une condition de survie: un Etat fort et une démocratie réelle. Ce sont nos seules chances dans un monde caractérisé par une grande complexité.

Se munir de la volonté de corriger notre trajectoire et rompre avec les pesanteurs de notre passé et de notre présent. Dans cet élan, nous devons clairement défendre l'Etat contre la tribu et l'éthnie. Compatir et répondre par le droit à toutes les plaintes qui s'adressent à nous depuis les fractures de notre histoire: séquences de l'esclavage, réfugiés, veuves et, de façon générale, toutes les injustices et inégalités existant au sein de notre société. C'est par ce biais que nous reconstruirons et renforcerons notre unité et notre cohésion sociale. Adresser un signal fort en faveur d'une application stricte de nos textes et de la mise en œuvre de leur sanction. C'est une condition essentielle pour imposer une culture positive dans la gestion et installer les bases d'une gouvernance rationnelle. Lorsque l'Etat renouera avec des pratiques saines, la démocratie aura de meilleures chances pour s'enraciner.

Nous ne pouvons plus refaire notre passé. Mais nous pouvons sécuriser notre avenir. Dans ce cas, peu nous importent le poids des responsabilités ou l'arithmétique des culpabilités le long du chemin parcouru, du moins dans des proportions raisonnables. Le plus important est de pouvoir réinvestir toutes les bonnes volontés, et le maximum de nos atouts et potentialités, dans l'effort de construction qui nous attend le long du chemin à parcourir.